

Questions orales

respect de l'environnement, des niveaux de vie et des conditions de travail.»

• (1450)

Verrons-nous les Américains attendre de signer alors que le gouvernement se précipite pour signer le traité principal avant la conclusion des accords parallèles? Le gouvernement minera-t-il les efforts des Américains pour protéger notre propre environnement et nos propres emplois?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, tout d'abord, permettez-moi de dire au député que le traité a été signé. L'ALENA a été signé en décembre de l'année dernière. Il revient maintenant au Parlement du Mexique et au Congrès des États-Unis de le ratifier.

Les Américains ont dit qu'ils ne le mettront pas en oeuvre à moins que leur Congrès ratifie les accords signés. Cela n'a rien à voir avec le Canada et le Mexique. Nous participerons également à cette négociation pour obtenir les meilleures conditions possibles au sujet de l'environnement et des normes de travail.

Je devrais également souligner au député que rien dans l'ALENA ne permet à un pays d'imposer des normes environnementales inférieures au Canada ou à un autre pays. En réalité, l'accord aura pour effet d'améliorer les normes environnementales dans les trois pays.

* * *

L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, la société General Motors a annoncé qu'elle allait licencier 8 675 autres travailleurs d'ici 1994 à ses usines d'Oshawa, de Scarborough, de St. Catharines et de Windsor.

Étant donné ces licenciements, le ministre de l'Industrie pourrait-il nous dire quels entretiens il a eus au juste avec George Peapples, président de General Motors Canada, et ce qu'il a l'intention de faire à ce sujet?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, j'ai rencontré M. Peapples il y a deux semaines et demie.

Nous avons discuté de cette question dans le contexte plus global des problèmes que connaît la société General Motors partout dans le monde. J'ai dit que je regrettais profondément ce qui arrivait à la filiale canadienne de General Motors. Le président m'a promis de tenir comp-

te de mes préoccupations au moment de prendre des décisions.

Je voudrais faire remarquer au député qu'il parle seulement des licenciements et qu'il ne dit rien de l'augmentation de la production de camions à l'usine d'Oshawa.

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, puisque le ministre tient à parler du dossier de l'industrie automobile, j'aimerais préciser qu'au cours des quatre dernières années le Canada a perdu 15 p. 100 de ses emplois dans le secteur de l'automobile. Au cours de la même période, les États-Unis n'ont perdu que 8 p. 100 de leurs emplois dans ce secteur.

Si le ministre est si fier de ce dossier, peut-il nous dire pourquoi, sous sa gouverne, le Canada perd deux fois plus d'emplois que les États-Unis dans le secteur de l'automobile?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je demanderais au député de revenir à la situation d'il y a dix ans, de regarder la proportion de la production des produits automobiles au Canada par rapport aux ventes nationales et de comparer ces chiffres avec ceux des États-Unis. Il verra que les emplois dans le secteur de l'automobile ont considérablement augmenté.

L'augmentation de la production a été telle qu'aujourd'hui la production au Canada atteint, je crois, 17,5 ou 18 p. 100 de la production totale des États-Unis et du Canada. Si l'on compare ces chiffres à la proportion des ventes sur le marché canadien, qui est d'environ 9 p. 100, les résultats sont très bons.

* * *

L'IMMIGRATION

M. Joe Fontana (London-Est): Monsieur le Président, même si la Chambre a souligné hier la Journée internationale de la femme, je voudrais poser une question au ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Il y a actuellement à London, en Ontario, trois femmes qui attendent toujours que le gouvernement reconnaisse la discrimination fondée sur le sexe comme un motif valable de demande du statut de réfugié. Ces trois femmes sont M^{mes} Simret, Sighed et Bahlebi-Tedia, trois chefs de familles monoparentales qui tentent d'empêcher leur expulsion vers l'Éthiopie. Dans trois jours, M^{me} Bahlebi et son fils seront expulsés vers un pays où cette femme a été battue publiquement, persécutée et où elle ne vit plus depuis 17 ans.